

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 10 avril au 16 avril 2025

Après les négociations de coalition, le très probable futur chancelier Friedrich Merz devrait être élu le 6 mai prochain. La présidente du Bundestag, Julia Klöckner, envisagerait de convoquer le Parlement à cette date pour procéder à l'élection. Cette décision dépend toutefois de deux conditions, à savoir la nomination de Merz au poste de chancelier fédéral par le président fédéral Frank-Walter Steinmeier d'une part, conformément à la Loi fondamentale, ainsi que la validation du contrat de coalition par la CDU, la CSU et le SPD d'autre part. Si la CSU a d'ores et déjà donné son feu vert, la CDU se prononcera quant à elle le 28 avril, lors d'un « petit congrès », réunissant environ 160 membres du comité fédéral. Le SPD, pour sa part, soumet le contrat de coalition à un vote de ses membres en ligne, ouvert depuis le 15 avril et qui se clôturera le 29 avril. Seuls les membres ayant rejoint le parti avant le 23 mars 2025 sont autorisés à voter. L'organisation de jeunesse du parti, les Jusos, s'y oppose, mais ne représente qu'environ un cinquième des membres du parti.

Un débat s'est ouvert sur la manière d'impliquer l'AfD au Bundestag, notamment à l'approche de l'élection des présidents des différentes commissions parlementaires. Des postes que le parti, deuxième force politique du pays, revendique. Johann Wadehul, vice-président du groupe parlementaire de l'Union au Bundestag (CDU), estime que cette revendication devrait être prise en compte. Selon lui, refuser systématiquement ces postes à l'AfD ne fait que renforcer « son statut de martyr ». Il précise toutefois que les présidences de commission pourraient être remises en question si les titulaires se distinguent par des comportements problématiques. Il a également annoncé que cette possibilité devrait être explicitement inscrite dans le nouveau règlement intérieur du Bundestag. Ce débat avait été ravivé par Jens Spahn (CDU), qui avait demandé que l'AfD ne soit pas exclue du fonctionnement du Parlement, des procédures du règlement intérieur, des commissions ainsi que du respect des droits de la minorité et de la majorité. Ces déclarations ont suscité de vives critiques de la part du SPD, futur partenaire de coalition de l'Union, et des Verts, dans l'opposition.

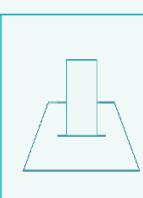
Le débat sur la livraison de missiles de croisière « Taurus » à l'Ukraine se poursuit. Friedrich Merz a récemment relancé la discussion en évoquant publiquement cette possibilité. En réponse, le ministre de la Défense par intérim, Boris Pistorius (SPD), a appelé à la prudence. Merz avait déclaré à la télévision allemande qu'il n'enverrait pas de missiles « Taurus » sans l'accord de ses partenaires européens, soulignant que ces derniers fournissent déjà ce type d'armement à l'Ukraine. La Russie a réagi aux propos de M. Merz via le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, qui a déclaré que Merz « soutient diverses mesures qui peuvent conduire et conduiront inévitablement à une nouvelle escalade ». L'ancien président russe Dmitri Medvedev a quant à lui réagi de manière virulente sur la plateforme X, qualifiant Merz de « nazi » et l'enjoignant à « réfléchir à deux fois ». Il a également évoqué, dans une attaque personnelle, le passé militaire du père de Merz dans la Wehrmacht.

Pour la première fois de son histoire, les personnes sans confession sont majoritaires en Allemagne.

Selon le groupe de recherche *Forschungsgruppe Weltanschauungen in Deutschland*, qui se base sur les publications de la Conférence des évêques allemands et de l'Eglise protestante en Allemagne (EKD), l'Allemagne compte maintenant 47 % de personnes athées, contre 45 % de foi chrétienne (dont 24 % de catholiques et 21 % de protestants), et 4 % de musulmans. A titre de comparaison, ils n'étaient que 22 % à s'être présenté sans confession en 1990. Cette tendance, partagée dans d'autres pays d'Europe (en France par exemple, l'INSEE avait réalisé une étude en 2019-2020 qui avait révélé que 51 % de la population n'avait pas de religion), est principalement due au vieillissement démographique, mais pas seulement. L'Eglise de nos jours n'est plus considérée comme nécessaire, nos sociétés ont peu à peu perdu le lien ou la foi religieuse, selon une analyse des experts de l'Institut des sciences sociales de l'EKD.

Le moral des investisseurs allemands a connu ce mois-ci sa plus forte baisse depuis février 2022, selon l'indice ZEW (Centre européen pour la recherche économique). Après un pic à 51,6 points (au-dessus de zéro points, l'indice indique un optimisme) en mars, l'indicateur a plongé dans le rouge à -14,0 points (en dessous de zéro, l'indice indique un pessimisme). Cette chute est principalement liée à l'augmentation des tensions commerciales, notamment à cause de nouveaux droits de douane imposés par Donald Trump, qui ravivent l'incertitude mondiale. Les secteurs exportateurs clés de l'économie allemande, comme l'automobile, la chimie, la métallurgie et les machines, sont particulièrement touchés. Malgré une légère amélioration de l'évaluation de la situation économique actuelle, le climat reste très morose. En réaction, les principaux instituts économiques allemands ont revu à la baisse leurs prévisions de croissance pour 2025, désormais estimée à seulement 0,1 %.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Avant même la formation du nouveau gouvernement du côté allemand, les relations franco-allemandes prennent un nouveau tournant. **Johann Wadephul**, membre influent de la CDU et expert en politique étrangère, s'est rendu à Paris pour discuter avec le ministre de l'Europe et des affaires étrangères français, Jean-Noël Barrot, vendredi 11 avril. Ensemble, ils ont abordé les bases d'une coopération renforcée, notamment sur les questions de sécurité, d'Europe et de politique étrangère. Wadephul partage depuis longtemps la position d'Emmanuel Macron sur l'autonomie stratégique de l'Europe et a exprimé la volonté de contribuer au renforcement de la souveraineté européenne. Wadephul a insisté sur l'importance de la relation avec la France, qu'il considère comme un pilier de la politique étrangère allemande.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

2,8 millions

8	7
0	5
6	2
3	2
7	0
9	0
2	0
1	1

Selon l'Office fédéral des statistiques, environ 2,8 millions de personnes (4 %) en Allemagne n'ont encore jamais utilisé internet. C'est dans le groupe le plus âgé interrogé que l'on trouve le plus grand nombre de personnes dites « hors ligne » : parmi les 65-74 ans, environ une personne sur huit n'est encore jamais allée sur Internet. La proportion de personnes déconnectées est nettement plus faible chez les jeunes : 4 % des 45-64 ans et 2 % des 16-44 ans n'avaient jamais surfé sur Internet. Ces chiffres proviennent d'une enquête annuelle sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. Les données sont collectées de manière uniforme dans toute l'Union européenne. La moyenne européenne est de 5 %.